

Ce qu'il a dit	Nos commentaires ou réponses
Cette réforme va dans le bon sens.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les enseignants, les chercheurs, les professionnels de l'enfance,... et beaucoup de parents pensent le contraire.
D'après les sondages, les français sont favorables à cette réforme.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des sondages élaborés en février 2008 !!! Les sondés étaient-ils à ce moment assez informés ?conduit-on une politique gouvernementale en fonction des sondages ?!
Le Haut Conseil de l'Education et l'Inspecteur d'Académie a émis un avis favorable.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Haut Conseil de l'Education est une instance dont les membres (9) sont désignés par le Président de la République (3), le président de l'Assemblée Nationale (2), le président du Sénat (2) et le président du Conseil Economique et Social (2). En l'occurrence, cet avis favorable n'est pas surprenant ! En revanche, le Conseil Supérieur de l'Education qui est composé des représentants des enseignants, des enseignants-chercheurs, des autres personnels, des parents d'élèves, des élèves, des étudiants, des collectivités territoriales, et d'associations a émis un avis défavorable ! L'inspection d'académie est un simple organe exécutif du ministère de l'éducation nationale !
Les instituteurs et les parents d'élèves ont été consultés.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une consultation n'est pas une concertation. Les instituteurs n'ont eu qu'un samedi matin (3h) pour déchiffrer et se prononcer sur le texte de cette réforme. Les nouveaux manuels étaient déjà édités, ce qui montre que cette réforme était déjà entérinée avant même cette pseudo-consultation. Quels parents ont été consultés ?!
15 % de nos élèves sont en grande difficulté scolaire, il est nécessaire de faire quelque chose qui soit efficace.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ce chiffre provient de l'enquête PISA 2006(programme international pour le suivi des acquis des élèves) mené par l'OCDE. Cette même enquête place au premier rang la Finlande, et souligne que l'efficacité de ce pays dans la lutte contre la difficulté scolaire est assurée par un traitement immédiat et que le soutien est intégré au système scolaire (au sein de la classe et sur le temps scolaire). Soit l'inverse de ce qui nous est imposé par la réforme ! Est-ce vraiment efficace de rejeter le programme actuel, élaboré en 2002 — par M. Darcos lui-même et après une réelle concertation avec les professionnels ! — et révisé en 2007, sans qu'il soit évalué ; sans une analyse de ce qui est efficace et de ce qui ne l'est pas ?...
80 % des français sont pour le recentrage sur le français et les mathématiques (les fondamentaux) ; ce recentrage est une bonne réponse à la difficulté scolaire.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qui serait contre que nos enfants (et donc les citoyens futurs) sachent lire, écrire et compter !!! les fondamentaux, évidemment ! mais par quelle méthode d'apprentissage ?! Pour le rendre plus vivant et attrayant, et donc plus efficace pédagogiquement, cet apprentissage est développé dans l'ensemble des matières sous forme de compétence transversale... donc oui aux fondamentaux, mais pas au détriment de la culture générale.
Il est faux d'affirmer que ce nouveau programme a pour	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Après analyse du texte de la réforme et selon l'expérience, les professionnels de

principe l'apprentissage par cœur, l'automatisme, etc.		l'éducation pensent le contraire !
...	▪	Alourdir quantitativement le programme en diminuant le nombre d'heures d'enseignement, c'est produire de l'échec quasi mécaniquement !
Il faut maintenir le RASED, car c'est un dispositif efficace, en trouvant un équilibre RASED/soutien assuré par les instituteurs.	▪	Supprimer 8 postes sur le département, c'est équilibrer pour maintenir ?!!!
Il existe des difficultés de mise en œuvre du soutien scolaire assuré par les instituteurs.	▪	Soutien en dehors du temps scolaire : Matin et soir ▪ plus tôt et plus tard pour l'enfant ; problèmes liés aux transports scolaires impossible d'adapter :les parents devront se rendre disponibles. Eventuels frais d'accueil périscolaire. Midi ▪ sans commentaires !!! Dans tous les cas, ce dispositif tend à stigmatiser l'élève en difficulté en le « prenant à part », à exiger de lui toujours plus d'effort de concentration physique et intellectuel. Ce dispositif sera inefficace et accentuera l'échec scolaire
Les retours sur les stages de soutien pendant les vacances sont positifs.	▪	Toujours le même interlocuteur : l'inspecteur d'académie ! La réalité : ces stages durent 5 jours ; 3 jours pour faire connaissance avec l'élève et cerner ses difficultés, et donc seulement 2 jours pour tenter d'y remédier !
Que proposez vous ?!	▪	Le renforcement du dispositif RASED tel qu'il fonctionne, par la création de postes de spécialistes formés au mieux pour répondre efficacement aux difficultés directement liées à la scolarité, mais aussi les autres, souvent déterminantes (médicales, relationnelles, etc)
Il existe un déficit budgétaire de l'Etat français. Il faut faire le plus efficace avec les moyens qu'on a.	▪	Doit-on faire des économies sur l'éducation de nos enfants ?quels sont les critères de l'efficacité de l'école ? Qu'est-ce qu'une éducation réussie ?!!!...
La moyenne étant de 26 élèves par classe, il est logique qu'il y ait des classes à plus de 30 sachant qu'il y en a de 15	▪	26 élèves par classe ne devrait pas être une moyenne mais un maximum !

Par manque de temps, nous n'avons pu obtenir des réponses sur les points suivants que nous lui avons juste signalé :

- les remplacements non assurés et la création d'une « agence » de remplacement à la rentrée prochaine
- la création de EPEP
- la mise en concurrence des écoles par communication des résultats des évaluations nationales CE 1 et CM2
- la suppression de la carte scolaire
- la menace qui pèse sur la mixité dans nos écoles (loi du 15 mai 2008)
- le fichage des élèves (utilisation du logiciel Base Elève)

Nous lui avons rappelé que le rejet de cette réforme est massif chez les parents d'élèves, que nous restons mobilisés et que de nouvelles actions sont programmées. Nous lui avons fait part de notre revendication d'ajournement de cette réforme.

Il s'est engagé à en rendre compte à l'inspecteur d'académie et au ministre.